

Protection de l'environnement
5 boulevard Jacques Chaban-Delmas
CS 60074
33070 BRUGES

BRUGES, le 16/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SAS AGRIENERGIE

aux Branas sud
33124 AUROS

Références : référence à compléter
Code AIOT : 0003106344

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07 mars 2023 dans l'établissement SAS AGRIENERGIE, implanté aux Branas sud 33124 AUROS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

C'est une inspection de recollement à la suite de l'ouverture du site et de la mise en route du méthaniseur.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS AGRIENERGIE
- aux Branas sud 33124 AUROS
- Code AIOT : 0003106344
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise AGRIENERGIE a domicilié son établissement à AUROS. Créé le 17-04-2019, son activité est la production de biocombustibles gazeux par la méthanisation de produits et sous-produits majoritairement agricoles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Dispositions générales
- Prévention des accidents et des pollutions

- * Prévention des accidents et des pollutions
- * Canalisations de fluides et stockages de biogaz
- * Dispositions de sécurité
- Exploitation
- * Registre entrées sorties
- * Déroulement du procédé de méthanisation
- * Bruit et vibrations
- * Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- * le nom donné au point de contrôle ;
- * la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- * si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- * la prescription contrôlée ;
- * à l'issue du contrôle :
 - * le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - * les observations éventuelles ;
 - * le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - * le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- * « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- * « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- * « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Systèmes de détection et d'extinction automatiques	Arrêté ministériel du 12/08/2012, Article 22	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
13	Surveillance par l'exploitant des émissions sonores	Arrêté ministériel du 12/08/2012, Article 50	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Intégration dans le paysage	Arrêté ministériel du 12/08/2012, Article 8	/	Sans objet
2	Surveillance de l'installation et astreinte	Arrêté ministériel du 12/08/2012, Article 9	/	Sans objet
3	Connaissance des produits - étiquetage	Arrêté ministériel du 12/08/2012, Article 12	/	Sans objet
4	Repérage des canalisations	Arrêté ministériel du 12/08/2012, Article 14	/	Sans objet
5	Raccords des tuyauteries de biogaz et de biométhane	Arrêté ministériel du 12/08/2012, Article 14 ter	/	Sans objet
6	Clôture de l'installation	Arrêté ministériel du 12/08/2012, Article 17	/	Sans objet
8	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.	Arrêté ministériel du 12/08/2012, Article 23	/	Sans objet
9	Consignes d'exploitation	Arrêté ministériel du 12/08/2012, Article 26	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avari(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Surveillance de l'exploitation et formation	Arrêté Préfectoral du 12/08/2010, Article 28	/	Sans objet
11	Registre entrée et sorties	Arrêté Préfectoral du 12/08/2010, Article 29	/	Sans objet
12	Surveillance de la méthanisation	Arrêté Préfectoral du 12/08/2010, Article 35	/	Sans objet
14	Récupération — Recyclage — Elimination	Arrêté Préfectoral du 12/08/2010, Article 51	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement relève que la plus grande majorité des prescriptions contrôlées sont conformes. En effet, les non-conformités remarquées sont dues au fait que l'exploitant attendait la visite de l'inspection afin de faire remonter ses interrogations quant à certaines applications de prescriptions (par exemple le devis établi pour la mesure du bruit).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12/08/2012, Article 8

Thème(s) : Autre, DISPOSITIONS GENERALES

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'ensemble du site, de même que ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant, sont maintenus propres et entretenus en permanence.

Constats : L'ensemble du site est maintenu propre et entretenu.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Surveillance de l'installation et astreinte

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12/08/2012, Article 9

Thème(s) : Risques accidentels, PREVENTION DES ACCIDENTS ET DES POLLUTIONS

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Une astreinte opérationnelle vingt-quatre heures sur vingt-quatre est organisée sur le site de l'exploitation. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'un service de maintenance et de surveillance du site composé d'une ou plusieurs personnes qualifiées, désignées par écrit par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients induits et des produits utilisés ou stockés dans l'installation. Ce service pourra être renforcé par du personnel de sous-traitance qualifié. Lorsque la surveillance de l'exploitation est indirecte, celle-ci est opérée à l'aide de dispositifs connectés permettant au service de maintenance et de surveillance d'intervenir dans un délai de moins de 30 minutes suivant la détection de gaz, de flamme, ou de tout phénomène de dérive du processus de digestion ou de stockage de percolat susceptible de provoquer des déversements, incendies ou explosion.

Constats : L'exploitant a assuré que sur la partie production, il y a une astreinte de vingt-quatre heures sur vingt-quatre : s'il y a un problème de fuite de gaz ou d'injection, l'injection est coupée et la torchère prend le relais ; les automates sont reliés par téléphone. En cas d'absence de l'exploitant, ce sont les agriculteurs qui prennent le relais. Il y a 3 types d'alarme : NASKEO pour le process, TERREGA et une alarme intrusion située dans le local technique, de plus, dans les bureaux, process et ateliers, des caméras filment et enregistrent.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Connaissance des produits - étiquetage

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12/08/2012, Article 12

Thème(s) : Risques accidentels, PREVENTION DES ACCIDENTS ET DES POLLUTIONS

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger, conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.

Constats : L'exploitant nous indique qu'il utilise du produit désinfectant DETERQUAT servant au nettoyage/désinfection des pneus et des godets. Il nous a présenté la fiche technique.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Repérage des canalisations

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12/08/2012, Article 14
Thème(s) : Autre, CANALISATIONS DE FLUIDES ET STOCKAGES DE BIOGAZ
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différentes canalisations sont repérées par des couleurs normalisées (norme NF X 08-100 de 1986) ou par des pictogrammes en fonction du fluide qu'elles transportent.
Constats : Cette prescription est respectée avec le cas du biogaz dont les tuyaux sont en jaune, de l'alimentation presse à vis, de l'alimentation de la cuve de stockage du digestat liquide, de la dilution prémix et des intrants.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Raccords des tuyauteries de biogaz et de biométhane

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12/08/2012, Article 14 ter
Thème(s) : Autre, CANALISATIONS DE FLUIDES ET STOCKAGES DE BIOGAZ
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les raccords des tuyauteries de biogaz et de biométhane sont soudés lorsqu'ils sont positionnés dans ou à proximité immédiate d'un local accueillant des personnes autre que le local de combustion, d'épuration ou de compression. S'ils ne sont pas soudés, une détection de gaz est mise en place dans le local (une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane).
Constats : L'exploitant a indiqué que les raccords sont électro-soudés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Clôture de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12/08/2012, Article 17
Thème(s) : Autre, DISPOSITIONS DE SECURITE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Les heures de réception sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.
Constats : Le site est entièrement clôturé et le portail ne s'ouvre qu'à l'aide d'un digicode. Les agriculteurs qui apportent les intrants établissent en amont le jour et l'heure de leur venue par téléphone, ainsi les intrants ne sont pas stockés plus de 10 jours sur le site afin de préserver leur pouvoir méthanogène. Les livraisons sont ainsi prévues et les agriculteurs apportent les intrants à tour de rôle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Systèmes de détection et d'extinction automatiques

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12/08/2012, Article 22
Thème(s) : Risques accidentels, DISPOSITIONS DE SECURITE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée.
Constats : Cela n'a pas encore été mis en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12/08/2012, Article 23
Thème(s) : Risques accidentels, DISPOSITIONS DE SECURITE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est également dotée d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. L'installation est dotée d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures.
Constats : L'exploitant a fait savoir qu'un budget de 8000 euros a été dédié aux 27 extincteurs ; dans le local technique un extincteur CO2 a été mis en place et un extincteur à poudre 9Kg a été disposé près du digestat solide. Dans le local électrique situé près de la route, il y a une alarme incendie.
Le site est pourvu d'une borne incendie située à proximité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12/08/2012, Article 26

Thème(s) : Autre, EXPLOITATION

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Elles font l'objet d'une communication au personnel permanent ainsi qu'aux intérimaires et personnels d'entreprises extérieures appelés à intervenir sur les installations.

Constats : Un panneau rappelant les consignes « interdiction de fumer » est en cours d'élaboration. A savoir que les autres consignes n'ont pas été contrôlées et le seront à l'occasion d'une prochaine visite.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Surveillance de l'exploitation et formation

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12/08/2012, Article 28

Thème(s) : Autre, EXPLOITATION

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Avant le démarrage des installations, l'exploitant et son personnel d'exploitation, y compris le personnel intérimaire, sont formés à la prévention des nuisances et des risques générés par le fonctionnement et la maintenance des installations, à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et à la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Les formations appropriées pour satisfaire ces dispositions sont dispensées par des organismes ou des personnels compétents sélectionnés par l'exploitant. Le contenu des formations est décrit et leur adéquation aux besoins justifiée. La formation initiale mentionnée à l'alinéa précédent est renouvelée selon une périodicité spécifiée par l'exploitant et validée par les organismes ou personnels compétents ayant effectué la formation initiale. Le contenu de cette formation peut être adapté pour prendre en compte notamment le retour d'expérience de l'exploitation des installations et ses éventuelles modifications.

A l'issue de chaque formation, les organismes ou personnels compétents établissent une attestation de formation précisant les coordonnées du formateur, la date de réalisation de la formation, le thème et le contenu de la formation. Cette attestation est délivrée à chaque personne ayant suivi les formations.

Avant toute intervention, les prestataires extérieurs sont sensibilisés aux risques générés par leur intervention.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.

Constats : Il y a eu deux formations : l'une par AROL pour la partie injecteur et l'autre par NASKEO pour la partie process.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Registre entrée et sorties

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12/08/2012, Article 29

Thème(s) : Autre, REGISTRES ENTREES SORTIES

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement.

Constats : Les effluents (intrants) sont issus des élevages de canards, de bovins viande, d'équins et de volailles ; les biodéchets (fruits...) sont issus de Saint Fruit et les marcs sont issus de la distillerie de Saint-Martin-de-Sescas. Dès lors qu'un intrant entre sur le site, il est pesé et un bon est édité et remis à l'agriculteur. Les bons sont regroupés dans un classeur et rangés par exploitant et par mois.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Surveillance de la méthanisation

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12/08/2012, Article 35

Thème(s) : Autre, DEROULEMENT DU PROCEDE DE METHANISATION

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les dispositifs assurant l'étanchéité des équipements dont une défaillance est susceptible d'être à l'origine de dégagement gazeux font l'objet de vérifications régulières. Ces vérifications sont décrites dans un programme de contrôle et de maintenance que l'exploitant tient à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées.

L'installation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation et a minima de dispositifs de contrôle en continu de la température des matières en fermentation et de la pression du biogaz. L'exploitant spécifie le domaine de fonctionnement des installations pour chaque paramètre surveillé, en définit la fréquence de vérification et spécifie, le cas échéant, les seuils d'alarme associés.

L'installation est équipée d'un dispositif de mesure de la quantité de biogaz produit. Ce dispositif est vérifié a minima une fois par an par un organisme compétent. Les quantités de biogaz mesurées et les résultats des vérifications sont tenus à la disposition des services chargés du contrôle des installations.

Constats : L'exploitant précise qu'il gère la température, le pH est analysé une fois par mois par une entreprise extérieure (le prélèvement est fait le mardi en début de mois, le résultat d'analyse est contrôlé).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Surveillance par l'exploitant des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12/08/2012, Article 50

Thème(s) : Risques chroniques, BRUIT ET VIBRATIONS

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié, la première mesure étant effectuée dans l'année qui suit le démarrage de l'installation.

Constats : L'exploitant a indiqué que le devis est signé, mais que la mesure de bruit n'a pas encore été réalisée, car d'une part, il n'y a personne aux alentours et que le site n'a pas trop de trésorerie suite au démarrage de l'activité et que d'autre part, le coût de l'électricité a augmenté et il a fallu résoudre le problème du compresseur qui faisait du bruit.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : Récupération — Recyclage — Elimination

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12/08/2012, Article 51

Thème(s) : Autre, DECHETS

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.

Constats : Pas de traces, ni de brûlages constatés le jour de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet